

Le Kosovo : une Colonie de l'Otan dans le Nouvel Ordre Mondial

Diana Johnstone

18 février 2008

Traduction et adaptation par Jean-Marie Flémal

On se croirait dans le Meilleur des Mondes. La machine de propagande occidentale a tourné à plein rendement pour célébrer le dernier miracle de l'Otan : la transformation du Kosovo serbe en Kosova albanais. Par le pouvoir des médias, le fait que les États-Unis se sont emparé sans vergogne d'un territoire d'importance stratégique qui ne leur appartient pas, pour y installer une base militaire gigantesque (Camp Bondsteel), a été transformée en une édifiante légende de « libération nationale ».

Pour les rares infortunés qui connaissent la vérité – compliquée – sur le Kosovo, ce sont les mots d'Aldous Huxley qui semblent convenir le mieux : « *Tu connaîtras la vérité et la vérité te rendra fou.* »

À propos du Kosovo, la vérité ressemble à des lettres écrites dans le sable au fur et à mesure que le tsunami de la propagande arrive en rugissant. La vérité est disponible – par exemple, dans l'article instructif de George Szamuely publié récemment [ici, dans CounterPunch](#). Des fragments de la vérité apparaissent parfois dans les grands médias, surtout dans des lettres de lecteurs. Mais aussi dénuée d'espoir que soit toute tentative de s'y opposer, permettez-moi néanmoins d'examiner une seule goutte de cet irrésistible marée de propagande : une chronique signée Roger Cohen, intitulée « Un nouvel État en Europe » et publiée le jour de la Saint-Valentin dans l'*International Herald Tribune*.

L'édito de Cohen est assez typique de la façon cavalière dont on traite Milosevic, la Russie et les Serbes. Cohen écrit : « *Slobodan Milosevic, le dictateur disparu, a mis en mouvement la marée nationaliste et meurtrière de la Serbie le 24 avril 1987, lorsqu'il s'est rendu au Kosovo pour déclarer que 'les ancêtres des Serbes seraient humiliés' si les Albanais ethniques obtenaient gain de cause.* »

Je ne sais pas où Roger Cohen est allé pêcher cette citation, mais on ne peut la retrouver dans le discours que Milosevic prononça ce jour-là au Kosovo. Et il est certain que Milosevic ne se rendit pas au Kosovo pour y tenir de tels propos, mais bien pour consulter les officiels de la Ligue communiste locale de la ville de Kosovo Polje au sujet des graves problèmes économiques et sociaux qui touchaient la province. Outre la pauvreté chronique de la province, le chômage et la gestion déplorable des fonds de développement fournis par le reste de la Yougoslavie, le principal problème social consistait en l'exode permanent d'habitants serbes et monténégrins sous la pression des Albanais ethniques. À l'époque, il fut fait état de ce problème dans les principaux médias occidentaux.

Par exemple, aussi loin que le 12 juillet 1982, Marvine Howe écrivait dans le *New York Times* que des Serbes quittaient le Kosovo par dizaines de milliers en raison de discriminations et d'intimidations de la part des Albanais ethniques, qui étaient majoritaires :

« *Les nationalistes [albanais] ont une plate-forme en deux points* », affirme Beci Hoti, un secrétaire exécutif du parti communiste du Kosovo, « *d'abord, établir ce qu'ils appellent une république albanaise ethniquement pure et, ensuite, fusionner avec l'Albanie afin de constituer une Albanie plus grande.* »

Monsieur Hoti, un Albanais, exprimait des inquiétudes à propos des pressions politiques forçant des Serbes à quitter le Kosovo. « *Ce qui importe aujourd'hui* », disait-il, « *c'est d'établir un climat de sécurité et de créer la confiance.* »

Et, sept mois après la visite de Milosevic au Kosovo, David Binder rapportait à son tour dans le *New York Times* (1^{er} novembre 1987) :

« *Les Albanais ethniques au sein du gouvernement [du Kosovo] ont manipulé les fonds publics et les réglementations pour reprendre des terres appartenant à des Serbes. Des églises orthodoxes slaves ont été attaquées et des drapeaux ont été jetés par terre et déchirés. Des puits ont été empoisonnés, des récoltes incendiées. Des adolescents slaves ont été poignardés et certains jeunes Albanais ethniques ont été encouragés par leurs aînés à violer des jeunes filles serbes.*

« *Le but des nationalistes radicaux parmi ces Albanais ethniques, déclara l'un deux lors d'une interview, est 'une Albanie ethnique comprenant la Macédoine occidentale, le Monténégro méridional, une partie de la Serbie méridionale, le Kosovo et l'Albanie même'.*

« *Au fur et à mesure que les Slaves fuient les violences prolongées, le Kosovo se mue en ce que les nationalistes albanais ethniques réclament depuis des années et, avec une insistance particulière, depuis 1981 et l'émeute sanglante déclenchée par les Albanais ethniques à Pristina – une région albanaise 'ethniquement pure'.* »

Ce fut en fait le premier exemple d'« purification ethnique » dans la Yougoslavie d'après la Seconde Guerre mondiale. C'est en tant que tel que la chose fut présentée dans le *New York Times* et d'autres médias occidentaux et les victimes en furent les Serbes. Le culte du « souvenir » est devenu une religion contemporaine mais certains souvenirs sont plus égaux que d'autres. Dans les années 1990, il est évident que le *New York Times* oublia complètement ce qu'il avait dit du Kosovo dans les années 1980. Pourquoi ? Peut-être parce que, dans l'intervalle, le bloc soviétique s'était effondré et que l'unité de la Yougoslavie indépendante et non alignée ne correspondait plus aux intérêts stratégiques des États-Unis.

Revenons à la présence de Milosevic à Kosovo Polje, le 24 avril 1987. Un incident se produisit lorsque la police locale (sous le gouvernement de la Ligue communiste, dominée par les Albanais) attaqua des Serbes qui s'étaient

rassemblés afin de protester contre l'absence de protection légale. La phrase spontanée de Milosevic devint célèbre : « *Personne ne devrait plus vous battre !* » S'il s'agit là de « nationalisme extrême », il devrait peut-être y en avoir davantage.

Mais nulle part je ne retrouve la trace des propos prêtés à Milosevic par Cohen. Dans son discours aux délégués locaux du parti qui suivit – et qui est disponible au public – Milosevic fit allusion à cet « incident regrettable » et promit une enquête. Il poursuivit en insistant sur le fait que « *nous ne devrions pas permettre que les malheurs des gens soient exploités par des nationalistes que toute personne honnête est censée combattre. Nous ne devons pas diviser les gens en Serbes et en Albanais mais nous devrions plutôt séparer, d'une part, les personnes décentes qui luttent pour la fraternité, l'unité et l'égalité ethnique et, d'autre part, les contre-révolutionnaires et les nationalistes* ».

Je me tourne une fois de plus vers Aldous Huxley : « *Les faits ne cessent d'exister parce qu'on les ignore.* »

Mais Huxley dit également : « *Grande est la vérité mais, d'un point de vue pratique, plus grand encore est le silence à propos de la vérité. Simplement par le fait de ne pas mentionner certains sujets (...), les propagandistes totalitaires ont influencé l'opinion bien plus efficacement qu'ils n'auraient pu le faire en recourant aux dénonciations les plus éloquentes.* »

Le 12 février, à Genève, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a tenté de transmettre aux journalistes ses graves inquiétudes à propos de la façon dont les États-Unis traitaient le problème du Kosovo.

« *Nous parlons ici de la subversion à l'encontre de tous les fondements et principes des lois internationales qui, en tant que piliers de l'existence de l'Europe, ont été obtenues et instaurées au prix d'énormes efforts et dans la douleur, le sacrifice et le sang* », a dit le ministre russe.

« *Personne ne peut proposer de plan précis ou d'action dans le cas d'une réaction en chaîne [celles des futures déclarations d'indépendance unilatérale]. Il s'avère qu'ils [les États-Unis et leurs alliés de l'Otan] ont l'intention d'agir d'une façon désinvolte dans une question d'une importance primordiale. C'est tout simplement inadmissible et irresponsable* », a déclaré le diplomate russe. « *Sincèrement, je ne parviens pas à comprendre les principes qui guident nos collègues américains, ni ces Européens qui ont adopté cette position* », a-t-il encore ajouté.

Roger Cohen évacue de telles considérations en quelques mots : « *L'ours russe va gronder.* » La Russie, ajoute-t-il, « *va pousser les hauts cris. Mais elle a misé sur le mauvais cheval.* » Il n'y a pas de questions graves, ici, pas de principes. Rien que des grondements et le jeu. « *Milosevic a jeté les dés du nationalisme génocidaire et il a perdu* », écrit Cohen.

Cette affirmation n'est pas seulement fausse, c'est une métaphore grotesque. Milosevic a tenté de supprimer un mouvement sécessionniste armé, soutenu en secret mais de façon efficace par l'Albanie voisine, les États-Unis et l'Allemagne, qui a délibérément provoqué la répression en assassinant et des Serbes et des Albanais fidèles au gouvernement. À l'instar des Américains dans pareilles circonstances, Milosevic s'est trop fié à la supériorité militaire en négligeant la finesse politique. Mais même le Tribunal pénal international de la Haye pour l'ancienne Yougoslavie, sponsorisé par l'Otan, a dû abandonner toutes les accusations de « génocide » contre Milosevic au Kosovo, pour la simple raison qu'il n'y a jamais eu l'ombre d'une preuve pour étayer ce genre d'accusations.

Milosevic n'est plus de ce monde et la Russie est très éloignée. Mais que dire des Serbes qui vivent toujours dans la partie historique de la Serbie appelée Kosovo ? Cohen se charge de ce problème en quelques mots : « *Bon nombre des 120.000 Serbes au Kosovo peuvent plier bagages.* »

Comme le faisait remarquer Aldous Huxley, « *le but du propagandiste est de faire oublier à un groupe de personnes que certains autres groupes de personnes sont des êtres humains* ».

Et, après cela, vous pouvez leur dire de plier bagages.

Un cas « unique »

La Russie a mis en garde contre le fait que l'indépendance du Kosovo allait créer un précédent dangereux en encourageant d'autres minorités ethniques à suivre l'exemple des Albanais et à réclamer la sécession et un État indépendant. Les États-Unis ont fait fi de ces inquiétudes en affirmant tout net que le Kosovo était un cas « unique ». Eh bien, oui, le Kosovo est un cas unique et c'est même le seul reconnu par les États-Unis, jusqu'au moment où le prochain « cas unique » se présentera. Lorsqu'on a mis au rebut les critères du droit international, on n'est plus confronté qu'à des « cas uniques », les uns après les autres.

Cette « unicité » mise en exergue par les États-Unis n'est rien d'autre qu'un montage de propagande. Elle repose sur la prétendue « unicité » de la répression par Milosevic du mouvement sécessionniste armé qui, en fait, n'avait absolument rien d'unique. Il s'agissait de la procédure à suivre habituelle tout au long de l'histoire et partout dans le monde, dans de telles circonstances. Déplorable, certes, mais pas unique. Elle fut même mineure si on la compare aux opérations de contre-insurrection interminables et bien plus sanglantes poursuivies en Colombie, au Sri Lanka et en Tchétchénie, sans parler de l'Irlande du Nord, de la Thaïlande ou des Philippines. Et, au contraire des opérations anti-insurrectionnelles en Iraq et en Afghanistan, qui tuent incomparablement plus de civils, elle a été menée par le gouvernement légal, démocratiquement élu du pays, et non par une puissance étrangère.

Ce caractère « unique » est une abstraction de propagande. Comme tout endroit du monde, le Kosovo est en effet unique. Mais pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le prétexte avancé par les Américains pour s'en emparer et le transformer en un poste avancé de l'Empire.

Pour savoir ce qui rend un endroit unique, il faut s'y intéresser.

Je ne me suis plus rendue au Kosovo depuis la guerre de l'Otan, en 1999. En une occasion, en août 1997, j'ai parcouru la province à mes propres frais, dans une Skoda défailante, juste pour voir. Parcourir le Kosovo en voiture était quelque peu risqué, en partie à cause du nombre de chiens morts qui encombraient les routes et, surtout, à cause de la sale habitude des conducteurs locaux qui consistait à dépasser les véhicules plus lents dans les côtes et dans les virages. Dans le nord du Kosovo, juste à la sortie de la ville de Zubin Potok, cette manie se solda par l'une de ses inévitables conséquences :

une collision frontale – avec des blessés graves – qui bloqua l'autoroute à deux bandes durant des heures pendant que les ambulances et la police tentaient de remédier à la situation.

Dans l'impossibilité de poursuivre ma route vers Pristina, je retournai à Zubin Potok pour tuer le temps à la terrasse ombragée d'un restaurant du bord de route. J'étais la seule cliente et l'unique garçon, un grand et élégant jeune homme appelé Milomir, accepta avec plaisir mon invitation à s'asseoir et à bavarder pendant que je sirotais un verre après l'autre d'un délicieux jus de fraise.

Milomir était heureux de bavarder avec quelqu'un qui connaissait bien la ville française de Metz, qu'il avait visitée lorsqu'il était étudiant et dont il se souvenait non sans tendresse. Il aimait lire et voyager mais, en 1991, il s'était marié et avait désormais deux petites filles à élever. Les perspectives d'emploi étaient restreintes, même s'il était allé à l'université, de sorte qu'il n'avait d'autre choix que de rester à Zubin Potok. Quant à l'Europe, même s'il parvenait à obtenir un visa (ce qui était de toute façon impossible pour les Serbes), il ne parlait pas de langue plus occidentale que sa langue maternelle, le serbo-croate. Il avait étudié le russe (il aimait la littérature russe) et l'albanais comme seules langues étrangères. Il avait étudié l'albanais afin d'être en mesure de communiquer avec la majorité des habitants du Kosovo.

Mais cette communication était malaisée. Milomir était très partisan d'une société bilingue et estimait que tout le monde au Kosovo devait apprendre et le serbe et l'albanais, ce qui n'était pas le cas, malheureusement. La toute jeune génération des Albanais refusait d'apprendre le serbe, lui préférant l'anglais.

La ville de Zubin Potok était située à proximité du barrage construit sur la rivière Ibar, à la fin des années 1970, afin de créer de l'énergie hydraulique. Je venais de Novi Pazar et j'avais longé le lac artificiel créé par le barrage et long de 35 km, en cherchant en vain un endroit agréable pour m'arrêter. Il me semblait qu'il aurait dû y avoir des villages le long de l'Ibar, avant la construction du barrage, et je demandai à Milomir des informations à ce sujet. Oui, me dit-il, le lac artificiel avait inondé une vingtaine d'anciens villages dont la population était ethniquement mélangée, mais à majorité serbe. Les autorités communistes albanaises de Pristina avaient réinstallé les Serbes en dehors du Kosovo, autour de la ville de Kraljevo. Ils étaient environ dix mille.

Il s'agissait d'un petit exemple des mesures administratives prises pour réduire la population serbe durant la période d'avant Milosevic, lorsque les Albanais dirigeaient la province par le biais de la Ligue communiste locale.

Milomir ne se plaignait pas mais répondait tout simplement à mes questions. Il ne se rendait pas trop souvent (en prenant le bus, puisqu'il n'avait pas de voiture) dans la ville importante la plus proche, Mitrovica, par crainte de se faire tabasser par des Albanais. Cela faisait tout simplement partie de l'existence, à une époque où, selon les médias occidentaux, les Albanais du Kosovo étaient terrorisés par la répression serbe.

Alors que nous bavardions, un ami à lui se pointa et la conversation dévia sur la politique. Une campagne présidentielle était en cours. Les deux jeunes hommes voulurent savoir quel candidat j'estimais comme le meilleur pour la Serbie, aux yeux du monde. Milomir penchait pour Vuk Draskovic et son ami pour Vojislav Kostunica. Aucun n'aurait imaginé de voter pour Milosevic ou Seselj, le dirigeant nationaliste du Parti radical.

Zubin Potok aujourd'hui

Je n'ai aucune idée de ce que sont devenus Milomir, sa femme, ses deux filles ou encore son ami. Zubin Potok est la municipalité la plus à l'ouest du nord du Kosovo, à forte population serbe. Sur Internet, j'ai appris que la population de la municipalité de Zubin Potok (y compris les villages avoisinants) avait presque doublé depuis mon passage. Elle avoisine actuellement les 14.900 habitants, y compris les 3.000 Serbes déplacés internes (originaires d'autres régions du Kosovo, d'où la majorité albanaise les a chassés depuis l'arrivée de l'Otan), 220 réfugiés serbes provenant de Croatie et 800 Albanais. L'assemblée locale est dominée à une majorité écrasante par le Parti démocratique de Serbie, de Kostunica, mais elle comprend également deux représentants des Albanais du Kosovo.

Jusqu'à présent, les écoles, les hôpitaux et les autres services publics, de même que l'économie locale, ont continué à fonctionner grâce en grande partie aux subsides de Belgrade. La déclaration albanaise de l'indépendance du Kosovo va créer une crise en exigeant qu'il soit mis un terme à l'octroi vital de ces subsides, bien qu'un « Kosovo indépendant » soit incapable de les remplacer. De plus, des groupes de nationalistes albanais déclarent que Zubin Potok « est albanais » et qu'il doit être « libéré des Serbes ». On peut les voir sur You Tube, utilisant la statue de la Liberté comme symbole et menaçant les Serbes dans des musiques de rap en albanais.

L'Union européenne va intervenir pour apporter la loi et l'ordre. Mais l'« ordre » qu'elle prétend protéger est celui-là même que définissent les nationalistes albanais. Qu'est-ce que cela peut vouloir dire pour des gens comme Milomir et sa petite famille ?

Pour Roger Cohen, la réponse est facile : « *Pliez bagages !* »

La Serbie, quoi qu'il en soit, héberge déjà le nombre le plus important de réfugiés en Europe, les victimes des « épurations ethniques » en Croatie et au Kosovo. Et les Serbes ne peuvent obtenir de visas ni de statuts de réfugiés en Europe occidentale. On les a étiquetés comme « mauvais sujets ». Seuls leurs ennemis peuvent être des « victimes ».

Avant et après

Avant la guerre et l'occupation par l'Otan, le Kosovo était pourtant une société multiethnique. L'accusation d'« apartheid » était tout simplement un élément de la propagande albanaise, puisque les dirigeants nationalistes albanais avaient choisi d'utiliser ce terme lourd de sens pour décrire leur propre boycott des Serbes et des institutions serbes. Toute action de la police contre un Albanais et pour quelque raison que ce fût, qu'il se fût agi d'une rébellion armée et d'un délit ordinaire, était décrite comme une « violation des droits de l'homme » par le réseau albanais des droits de l'homme, financé par le gouvernement des États-Unis.

C'était une situation extraordinaire : les gouvernements serbe et yougoslave permettaient à un « gouvernement du Kosovo », séparatiste et illégal, dirigé par Ibrahim Rugova, de tenir boutique dans le centre de Pristina et à recevoir

régulièrement des journalistes étrangers pour les régaler de racontars sur la façon dont le Kosovo était opprimé par ces horribles Serbes.

Mais les lois étaient les mêmes pour tous les citoyens, il y avait des Albanais au sein du gouvernement local et dans la police et, s'il y avait des cas de brutalités policières (et dans quel pays n'y en a-t-il pas ?), les Albanais au moins n'avaient rien à craindre de leurs voisins serbes.

Même à cette époque, c'étaient les Serbes qui avaient peur des Albanais. Il fallait être hors du Kosovo pour croire sérieusement que c'étaient les Albanais qui vivaient sous la menace d'une « épuration ethnique » (encore moins d'un « génocide »). Un tel projet était tout simplement et manifestement hors de propos. C'étaient les Serbes qui avaient peur, qui parlaient d'envoyer leurs gosses dans des endroits sûrs, en admettant qu'ils en eussent les moyens, ou qui envisageaient courageusement de rester, « quoi qu'il advînt ».

Plus tard, en mars 1999, lorsque l'Otan se mit à bombarder le Kosovo, les Albanais furent par centaines de milliers et leur fuite temporaire du théâtre de la guerre fut présentée comme la justification des bombardements qui l'avaient provoquée. La presse ne se soucia pas le moins du monde de parler des Serbes et des autres qui avaient également fui les bombardements, à cette époque.

Au Kosovo, en 1987, et en particulier à Pristina et Pec, j'observai un comportement de groupe curieux que je ne me souviens d'avoir vu que dans les cours de récréation des écoles du Maryland de mon enfance. Une bande de gosses se rassemblent et, à l'aide de signes divers et d'un minimum de mots, font savoir à d'autres, de l'extérieur, qu'ils sont exclus et méprisés. J'ai vu des Albanais agir de la sorte avec des Serbes isolés, et spécialement avec des femmes âgées. Cette variété de brimade se pratiquait sans violence, en 1987, mais ce ne fut plus le cas dès l'occupation du territoire par l'Otan. Elle fut encouragée lorsque l'Otan scella officiellement son approbation de la haine des Albanais à l'égard des Serbes, et cette officialisation, ce furent précisément les bombes de l'Otan qui la fournirent au printemps 1999.

Bien sûr, il a dû y avoir des Serbes qui haïssaient les Albanais. Mais, dans mon expérience limitée et due au hasard, ce qui me frappa, ce fut l'absence de haine des Albanais chez les Serbes que je rencontrai. De la crainte, oui, mais pas de la haine. Et une bonne part de perplexité. Sœur Fotina, au monastère de Gracanica, avait une explication très chrétienne de la chose. Nous tentions d'aider les Albanais à s'occuper de leurs nombreux enfants, dit-elle, et pourtant ils se retournent contre nous. Ce doit être la manière dont Dieu nous punit pour nous être détournés du christianisme à l'époque du communisme, conclut-elle. Elle blâmait ses concitoyens serbes plutôt que les Albanais.

Le châtimement divin ne s'est pas limité aux chrétiens, toutefois. Dans le coin le plus méridional du Kosovo vit une ancienne population appelée les Gorani (« les montagnards »), qui se sont convertis à l'islam sous l'Empire ottoman, comme la plupart des Albanais, d'ailleurs. Mais leur langue est serbe et, pour les Albanais, c'est inacceptable. Les estimations varient mais on est d'accord pour dire qu'au moins deux tiers des Gorani ont fui depuis la « libération » du Kosovo par l'Otan. Les pressions et les intimidations ont revêtu des formes diverses. Des Albanais se sont installés dans les maisons temporairement vacantes de Gorani qui se sont rendus en Autriche et en Allemagne afin de gagner l'argent qui assurerait leur retraite. Les autorités albanaises, protégées par l'Otan, ont inventé des moyens de priver les enfants gorani d'un enseignement en langue serbe. Dans la principale ville gorani de Dragash, une bande d'Albanais a attaqué le centre de soins de santé et a obligé les travailleurs médicaux à s'enfuir. Puis, le 5 janvier dernier, une puissante explosion a détruit la banque de Dragash. C'était la dernière banque serbe encore autorisée à opérer dans le sud du Kosovo et elle servait surtout à transférer les pensions permettant aux Gorani de l'endroit de survivre.

Comme d'habitude, le crime est demeuré impuni.

En novembre dernier, David Binder, qui écrivait sur la Yougoslavie pour le *New York Times*, avant de se faire éjecter parce qu'il en savait trop, a fait un article (*) sur une longue enquête commanditée par la Bundeswehr (armée) allemande sur les conditions au Kosovo. L'existence de ce rapport prouve que, tout en prétendant publiquement que le Kosovo est « prêt pour l'indépendance », les gouvernements occidentaux savent très bien que ce n'est pas le cas. Entre autres choses, Binder écrit :

« Les auteurs officiels, Mathias Jopp et Sammi Sandawi, ont passé six mois à interviewer 70 experts et à piocher la littérature actuellement disponible sur le Kosovo pour préparer leur étude. Selon leur analyse, les troubles politiques et les combats de guérilla des années 1990 ont débouché sur des changements fondamentaux qu'ils appellent un 'revirement dans les structures sociales des Albanais du Kosovo'. Il en est sorti une 'société de guerre civile dans laquelle les gens enclins à la violence, sans grande éducation et aisément influençables, ont pu faire d'énormes bonds sociaux au sein d'une soldatesque rapidement mise sur pied. »

« C'est une société mafieuse » reposant sur « la mainmise sur l'État » par des éléments criminels.

Selon la définition des auteurs, le crime organisé au Kosovo « consiste en des organisations bâties à coups de paquets de millions d'euros et dotées d'une expérience de la guérilla et d'un savoir-faire sur le plan de l'espionnage ». Ils citent un rapport des services de renseignements allemands faisant état des « liens très étroits entre les décideurs politiques de pointe et la classe criminelle dirigeante » et ils citent Ramush Haradinaj, Hashim Thaci et Xhavit Haliti en tant que dirigeants compromis « protégés sur le plan interne par l'immunité parlementaire et à l'étranger par les législations internationales ».

Ils citent non sans mépris le chef de l'UNMIK de 2004 à 2006, Søren Jessen-Petersen, parlant de Haradinaj comme d'un « ami proche et personnel ». L'étude critique sévèrement les États-Unis parce qu'ils « encouragent l'évasion de criminels » au Kosovo et qu'ils « empêchent les enquêteurs européens de travailler ».

Elle fait également état des « centres de détention secrets de la CIA » à Camp Bondsteel et dénonce l'entraînement militaire à l'américaine que Dyncorp fait subir à la police (albanaise) du Kosovo, avec l'autorisation du Pentagone.

Dans une note annexe, elle cite un officiel non identifié qui aurait dit du chef adjoint (américain) de l'UNMIK : « *La tâche principale de Steve Schook consiste à se soûler une fois par semaine avec Ramusj Haradinaj.* »

Qui s'en va et qui reste

Schook a été viré par l'UNMIK, la mission des Nations unies, dont les tâches vont toutefois être reprises arbitrairement par l'Union européenne. La « mission » de l'UE consiste en une sorte de gouvernement colonial qui, en compagnie de l'Otan, prévoit de gouverner un territoire albanais en fait ingouvernable. Toutefois, des mouvements de patriotes albanais armés préparent déjà leur prochaine « guerre de libération » contre les Européens.

Ainsi, après les Serbes, les Rom, les Gorani, les Européens vont-ils être obligés, eux aussi, de « plier bagages » ? Seuls les Américains semblent sûrs de rester. Confortement installés dans leur gigantesque « Camp Bondsteel », ils contrôlent les routes stratégiques de la Serbie à la Grèce et, incidemment, proposent à la masse des Albanais sans travail du Kosovo des opportunités d'emploi, notamment, des tâches subalternes et dangereuses au service des forces américaines en Irak ou en Afghanistan.

La réalité de cette mainmise éhontée sur un territoire est à la portée de tout le monde. J'ai écrit sur le sujet, Binder l'a fait, Szamuely l'a fait et bien des Allemands l'ont fait également. Les Russes, les Grecs, les Roumains, les Slovaques et bien d'autres savent aussi de quoi il retourne. Mais, dans ce meilleur des mondes tel qu'il est proposé par le nouvel ordre mondial, cette réalité n'existe pas. Les gens ne savent pas.

Je laisse le dernier mot à Aldous Huxley :

« *Très souvent, il est possible de venir à bout de l'ignorance. Nous ne savons pas, parce que nous ne voulons pas savoir.* »

OOO

(* On peut lire le compte rendu de Binder sur <http://www.balkananalysis.com/>)

Diana Johnstone est l'auteur de *La croisade des fous : la Yougoslavie, première guerre de la mondialisation*, Le Temps des Cerises.

On peut la contacter à l'adresse diana.josto@yahoo.fr

English Version

NATO's Kosovo Colony in the Brave New World Order

February 16, 2008

By Diana Johnstone

(with help from the author of *Brave New World*)

This weekend, the Western propaganda machine is working overtime, celebrating the latest NATO miracle: the transformation of Serbian Kosovo into Albanian Kosova. A shameless land grab by the United States, which used the Kosovo problem to install an enormous military base (Camp Bondsteel) on other people's strategically located land, is transformed by the power of the media into an edifying legend of "national liberation".

For the unhappy few who know the complicated truth about Kosovo, the words of Aldous Huxley seem most appropriate: **"You shall know the truth, and the truth shall drive you mad."**

Concerning Kosovo, truth is like letters written in the sand as the tsunami of propaganda comes thundering in. The truth is available – for instance in George Szamuely's thoroughly informative piece yesterday on CounterPunch. Fragments of the truth sometimes even show up in mainstream media, mostly in letters from readers. But hopeless as it is to try to turn back the tide of officially endorsed legend, let me examine just one drop in this unstoppable sea of propaganda: a column by Roger Cohen entitled "Europe's new state", published in the Valentine's Day edition of the *International Herald Tribune*.

Cohen's op ed piece is fairly typical in the dismissive way it deals with Milosevic, Russia and the Serbs.

Cohen writes: "Slobodan Milosevic, the late dictator, set Serbia's murderous nationalist tide in motion on April 24, 1987, when he went to Kosovo to declare that Serbian 'ancestors would be defiled' if ethnic Albanians had their way."

I don't know where Roger Cohen got that quotation, but it is not to be found in the speech Milosevic made that day in Kosovo. And certainly, Milosevic did not go to Kosovo to declare any such thing, but to consult with local Communist League officials in the town of Kosovo Polje about the province's serious economic and social problems. Aside from the province's chronic poverty, unemployment, and mismanagement of development funds contributed from the rest of Yugoslavia,

the main social problem was the constant exodus of Serb and Montenegrin inhabitants under pressure from ethnic Albanians. At the time, this problem was reported in leading Western media.

For instance, as early as July 12, 1982, Marvin Howe reported to the *New York Times* that Serbs were leaving Kosovo by the tens of thousands because of discrimination and intimidation on the part of the ethnic Albanian majority:

“The [Albanian] nationalists have a two-point platform,” according to Beci Hoti, an executive secretary of the Communist Party of Kosovo, “first to establish what they call an ethnically clean Albanian republic and then the merger with Albania to form a greater Albania.

Mr Hoti, an Albanian, expressed concern over political pressures that were forcing Serbs to leave Kosovo. “What is important now,” he said, “is to establish a climate of security and create confidence.”

And seven months after Milosevic’s visit to Kosovo, David Binder reported in the *New York Times* (November 1, 1987):

Ethnic Albanians in the Government [of Kosovo] have manipulated public funds and regulations to take over land belonging to Serbs. ... Slavic Orthodox churches have been attacked, and flags have been torn down. Wells have been poisoned and crops burned. Slavic boys have been knifed, and some young ethnic Albanians have been told by their elders to rape Serbian girls. ...

The goal of the radical nationals among them, one said in an interview, is an “ethnic Albania that includes western Macedonia, southern Montenegro, part of southern Serbia, Kosovo and Albania itself.” ...

As Slavs flee the protracted violence, Kosovo is becoming what ethnic Albanian nationalists have been demanding for years, and especially strongly since the bloody rioting by ethnic Albanians in Pristina in 1981 – an “ethnically pure” Albanian region...

This was in fact the first instance of “ethnic cleansing” in post-World War II Yugoslavia, as reported in *The New York Times* and other Western media, and the victims were the Serbs. The cult of “memory” has become a contemporary religion, but some memories are more equal than others. In the 1990s, the *New York Times* evidently forgot completely what it had said about Kosovo in the 1980s. Why? Perhaps because meanwhile, the Soviet bloc had collapsed and the unity of independent, non-aligned Yugoslavia was no longer in the strategic interest of the United States.

Back to Milosevic in Kosovo Polje on April 24, 1987. An incident occurred when local police (under an Albanian-dominated Communist League government) attacked Serbs who had gathered to protest lack of legal protection. Milosevic famously told them, spontaneously: “No one should beat you any more!” If this is “extreme nationalism”, perhaps there should be more of it.

But nowhere do I find a trace of the statement attributed to Milosevic by Cohen. In his speech to local party delegates that followed, which is on the public record, Milosevic referred to the “regrettable incident” and promised an investigation. He went on to stress that “we should not allow the misfortunes of people to be exploited by nationalists, whom every honest person must combat. We must not divide people between Serbs and Albanians, but rather we should separate, on the one hand, decent people who struggle for brotherhood, unity and ethnic equality, and, on the other hand, counter-revolutionaries and nationalists.” The ideology of Milosevic was socialist anti-nationalism, expressed consistently. At that time, he was merely a leading figure in the Communist League, which he himself dissolved into the Serbian Socialist Party a few years later. He was then repeatedly elected in free, multi-party elections. He was never a “dictator”.

I turn again to Aldous Huxley for comfort: **“Facts do not cease to exist because they are ignored.”**

But Huxley also said: **“Great is truth, but still greater, from a practical point of view, is silence about truth. By simply not mentioning certain subjects... totalitarian propagandists have influenced opinion much more effectively than they could have by the most eloquent denunciations.”**

Last Tuesday in Geneva, Russian Foreign Minister Sergei Lavrov tried to convey to journalists his grave concern about the way the United States was handling the Kosovo problem.

"We are speaking here about the subversion of all the foundations and principles of international law, which have been won and established as a basis of Europe's existence at huge effort, and at the cost of pain, sacrifice and bloodletting," he said.

"Nobody can offer a clear plan of action in the case of a chain reaction [of further declarations of unilateral independence]. It turns out that they [the United States and its NATO allies] are planning to act in a hit or miss fashion on an issue of paramount importance. This is simply inadmissible and irresponsible," the Russian diplomat said. "I sincerely fail to comprehend the principles guiding our American colleagues, and those Europeans who have taken up this position," he added.

Roger Cohen dismisses such considerations in five words: "the Russian bear will growl".

Russia, he adds, "will scream. But it's backed the wrong horse."

There are no issues here, no principles. Just growling and gambling.

"Milosevic rolled the dice of genocidal nationalism and lost", says Cohen.

This is not only a false statement, it is a grotesquely meaningless metaphor. Milosevic tried to suppress an armed secessionist movement, secretly but effectively supported by neighboring Albania, the United States and Germany, which deliberately provoked repression by murdering both Serbs and Albanians loyal to the government. Like the Americans in similar circumstances, Milosevic relied too heavily on military superiority rather than on political skill. But even the NATO-sponsored International Criminal Tribunal for Former Yugoslavia in The Hague had to abandon any charges of "genocide" against Milosevic in Kosovo. For the simple reason that there was never a shred of evidence for such a charge.

Milosevic is no longer alive, and Russia is far away. But what about the Serbs who still live in the historic part of Serbia called Kosovo? Cohen takes care of that problem in a few words: "Some of the 120,000 Serbs in Kosovo may hit the road."

As Aldous Huxley pointed out, **"The propagandist's purpose is to make one set of people forget that certain other sets of people are human."**

Then you can tell them to "hit the road".

The "Unique" Case

Russia has warned that Kosovo independence will set a dangerous precedent, encouraging other ethnic minorities to follow the example of the Albanians and demand secession and an independent State. The United States has dismissed such concerns by flatly asserting that Kosovo is "unique". Well yes, Kosovo is a unique case, and is the only one recognized by the United States ... until the next "unique case" comes along. When legal criteria have been thrown out, we just have one "unique case" after another.

The "uniqueness" claimed by the United States is a propaganda construction. It is based on the supposed "uniqueness" of Milosevic's repression of the armed secessionist movement, which was not unique at all. It was standard operating procedure throughout history and the world over, in such circumstances. Deplorable, no doubt, but not unique. It was minor indeed compared to the similar but endless and far bloodier anti-insurgency operations in Colombia, Sri Lanka, and Chechnya, not to mention Northern Ireland, Thailand, the Philippines... And unlike the counter-insurgency operations in Iraq and Afghanistan, which kill incomparably more civilians, it was carried out by the legal, democratically elected government of the country, rather than by a foreign power.

The propaganda "uniqueness" is an abstraction. Like every place on earth, Kosovo is indeed unique. But in ways that have nothing to do with the U.S. pretext for taking it over and turning it into a military outpost of empire.

To know how a place is unique, you have to be interested in it.

I have not visited Kosovo since before the 1999 NATO war. On one occasion, in August 1997, I drove around the province in a failing Skoda, at my own expense, just looking. Driving in Kosovo was a bit risky, partly because of the number of dead dogs in the road, and mostly because of local drivers' habit of passing slower vehicles on hills and curves. In northern Kosovo, just outside the

town of Zubin Potok, this habit produced one of its inevitable consequences: a head-on collision with serious casualties, which shut down the two-lane highway for hours while ambulances and police sorted things out.

Unable to proceed toward Pristina, I drove back to Zubin Potok to pass the time on the shaded terrace of a roadside restaurant. I was the only customer, and the lone waiter, a tall, handsome young man named Milomir, gladly accepted my invitation to sit down at my table and chat as I sipped glass after glass of delicious strawberry juice.

Milomir was happy to talk to someone familiar with the French city of Metz, which he had visited as a student and remembered fondly. He loved to read and travel, but in 1991 he got married and now had two small daughters to support. Job prospects were poor, even though he had been to University, so he had no choice but to stay in Zubin Potok. As for Europe, even if he could get a visa (impossible for Serbs anyway), he spoke no language more Western than his mother tongue, Serbo-Croatian. He had studied Russian (he loved the literature) and Albanian as his foreign languages. He learned Albanian in order to be able to communicate with the majority in Kosovo.

But such communication was difficult. Milomir was very much in favor of a bilingual society, and thought everyone in Kosovo should learn both Serbian and Albanian, but unfortunately this was not the case. The younger generation of Albanians refused to speak Serbian and learned English instead.

The town of Zubin Potok was located near the dam on the Ibar River built in the late 1970s to create hydraulic power. Coming from Novi Pazar, I had driven along the 35-kilometer-long artificial lake created by the dam, looking in vain for a nice place to stop. It seemed that there must have been villages along the Ibar River before the dam was built, and I asked Milomir about this. Yes, he said, the artificial lake had flooded a score of old villages, of ethnically mixed, but mostly Serb population. The Albanian Communist authorities in Pristina had resettled the Serbs outside of Kosovo, around the town of Kraljevo. There were about 10,000 of them.

This was a minor example of the administrative measures taken to decrease the Serb population during the period, before Milosevic, when Albanians were running the province through the local Communist League.

Milomir was not complaining, but simply answering my questions. He did not go too often (by bus – he had no car) to the nearest large city, Mitrovica, because he was afraid of being beaten by Albanians. This was just a fact of life, at a time when (according to Western media) Albanians in Kosovo were being terrorized by Serbian repression.

While we were chatting, a friend of his came along and the conversation turned to politics. There was a presidential campaign underway. The two young men wanted to know which candidate I thought would be best for Serbia in the eyes of the world. Milomir was tending toward Vuk Draskovic, and his friend was for Vojislav Kostunica. Neither would dream of voting for either Milosevic or Seselj, the nationalist leader of the Radical Party.

Zubin Potok Today

I have no idea what has become of Milomir, his wife, his two daughters, or his friend. Zubin Potok is the western-most municipality in the heavily Serb-populated north of Kosovo. From the internet I learn that the population of Zubin Potok municipality (including surrounding villages) has nearly doubled since I passed through. It now comes to approximately 14,900, including about 3,000 internally displaced Serbs (from other areas of Kosovo where the Albanian majority has driven them out), 220 Serbian refugees from Croatia and 800 Albanians. The local assembly is overwhelmingly dominated by Kostunica's Democratic Party of Serbia, but includes two Kosovo Albanian representatives.

Up until now, schools, hospitals, and other public services, as well as the local economy, have continued to function thanks mainly to subsidies from Belgrade. The Albanian declaration of Kosovo independence will create a crisis by demanding an end to such vital subsidies – which, however, an “independent Kosovo” is unable to replace. Moreover, bands of Albanian nationalists are declaring

that Zubin Potok “is Albanian” and must be “liberated from the Serbs”. They can be seen on YouTube, using the Statue of Liberty as their symbol, and threatening Serbs in Albanian rap.

The European Union is moving in to provide law and order. But the “order” they claim to be protecting is the one defined by the Albanian nationalists. What does that mean to people like Milomir and his little family?

For Roger Cohen, the answer is easy: “hit the road!”

Serbia, by the way, already has the largest number of refugees in Europe, victims of “ethnic cleansing” in Croatia and Kosovo. And Serbs cannot get visas or refugee status in Western Europe. They have been labeled the “bad guys”. Only their enemies can be “victims”.

Before and After

Kosovo before the NATO war and occupation was, nevertheless, a multiethnic society. The accusation of “apartheid” was simply Albanian propaganda, as the Albanian nationalist leaders chose to use that heavily-charged term to describe their own boycott of Serbs and Serb institutions. Every police action against an Albanian, for whatever reason, whether for suspicion of armed rebellion or for ordinary crime, was described as a “human rights violation” by the Albanian human rights network financed by the United States government.

It was an extraordinary situation that the Serbian and Yugoslav governments allowed an illegal separatist “government of Kosovo”, headed by Ibrahim Rugova, to hold shop in the center of Pristina, regularly receiving foreign journalists and regaling them with tales of how oppressed they were by the horrid Serbs.

But the laws were the same for all citizens, there were Albanians in local government and in the police, and if there were cases of police brutality (in what country are there no cases of police brutality?), the Albanians at least had nothing to fear from their Serb neighbors.

Even then, it was the Serbs who were afraid of the Albanians. Only outside Kosovo could anyone seriously believe that it was the Albanians who were under threat of “ethnic cleansing” (much less “genocide”). Such a project was simply, obviously, out of the question. It was the Serbs who were afraid, who spoke of sending their children to safety if they had the means, or who spoke bravely of remaining “no matter what”.

Later, in March 1999, when NATO began to bomb Kosovo, Albanians fled by the hundreds of thousands, and their temporary flight from the war theater was presented as the justification for the bombing that caused it. Media did not bother to report on the Serbs and others who also fled the bombing at that time.

In Kosovo, in 1987, in Pristina and Pec, I observed a peculiar sort of group behavior that reminds me only of school playgrounds in Maryland in my childhood. A gang of kids get together and by various signs, body language, and a minimum of words, convey to some outsiders that they are excluded and despised. I have seen Albanians act in this way toward stray Serbs, especially old women. This variety of “mobbing” was not violent in 1987, but turned so after NATO occupied the territory. It was encouraged by the official NATO stamp of approval of Albanian hatred for Serbs, delivered by bombs in the spring of 1999.

Of course, there must have been Serbs who hated Albanians. But in my limited, chance experience, what struck me was the absence of hatred for Albanians among Serbs I met. Fear, yes, but not hatred. A great deal of perplexity. Sister Fotina at the Gracanica monastery had a very Christian explanation. We tried to help the Albanians care for their many children, she said, and yet they turn against us. This must be God’s way of punishing us for turning away from Christianity during the time of Communism, she concluded. She blamed her fellow Serbs more than the Albanians.

The divine punishment has not been confined to Christians, however. In the southernmost corner of Kosovo live an ancient population called Gorani (meaning mountain people), who converted to Islam under the Ottoman Empire, like most of the Albanians. But their language is Serbian, and this is unacceptable to the Albanians. Estimates vary, but it is agreed that at least two thirds of the Gorani have left since NATO “liberation”. Pressure and intimidation have taken various forms. Albanians have moved into the temporarily vacant homes of Gorani who went to Austria and Germany to earn

money for their retirement. The NATO-protected Albanian authorities have found ways to deprive Gorani children of schooling in the Serbian language. In the main Gorani town of Dragash, an Albanian mob attacked the health center and caused health workers to flee. Then, last January 5, a powerful explosion destroyed the bank in Dragash. It was the only Serbian bank still allowed to operate in the south of Kosovo, and served mainly to transfer the pensions that allowed local Gorani to survive.

As usual, the crime went unpunished.

David Binder, who used to report on Yugoslavia for the *New York Times*, before he was excluded for knowing too much, reported last November

<http://www.balkananalysis.com/2007/11/18/kosovo-auf-deutsch/> on a long investigation of conditions in Kosovo commissioned by the German Bundeswehr. The existence of this report is proof that the Western governments, while publicly claiming that Kosovo is “ready for independence”, know quite well that this is not true. Among other things, Binder reports:

The institute authors, Mathias Jopp and Sammi Sandawi, spent six months interviewing 70 experts and mining current literature on Kosovo in preparing the study. In their analysis the political unrest and guerrilla fighting of the 1990s led to basic changes which they call a “turnabout in Kosovo-Albanian social structures.” The result is a “civil war society in which those inclined to violence, ill-educated and easily influenced people could make huge social leaps in a rapidly constructed soldateska.”

“It is a Mafia society” based on “capture of the state” by criminal elements. ...

In the authors’ definition, Kosovan organized crime “consists of multimillion-Euro organizations with guerrilla experience and espionage expertise.” They quote a German intelligence service report of “closest ties between leading political decision makers and the dominant criminal class” and name Ramush Haradinaj, Hashim Thaci and Xhavit Haliti as compromised leaders who are “internally protected by parliamentary immunity and abroad by international law.”

They scornfully quote the UNMIK chief from 2004-2006, Soeren Jessen Petersen, calling Haradinaj “a close and personal friend.” ... The study sharply criticizes the United States for “abetting the escape of criminals” in Kosovo as well as “preventing European investigators from working.” ...

It notes “secret CIA detention centers” at Camp Bondsteel and assails American military training for Kosovo (Albanian) police by Dyncorp, authorized by the Pentagon.

In an aside, it quotes one unidentified official as saying of the American who is deputy chief of UNMIK, “The main task of Steve Schook is to get drunk once a week with Ramush Haradinaj.”

Who Goes and Who Stays

Schook has been fired by UNMIK, but UNMIK, the nominally United Nations mission, is being taken over arbitrarily by the European Union. The EU “mission” is a sort of colonial government which, alongside NATO, plans to govern the ungovernable Albanian territory. However, already movements of armed Albanian patriots are planning their next “war of liberation” against the Europeans.

So, after the Serbs, the Roma, the Gorani, will the Europeans have to “hit the road”? Only the Americans seem sure of staying. Ensnared in their gigantic “Camp Bondsteel”, they control the strategic routes from Serbia to Greece, and incidentally offer the mass of unemployed Kosovo Albanians their best-paying employment opportunities, notably by taking menial and dangerous jobs serving U.S. forces in Iraq or Afghanistan.

The reality of this shameless land-grab is available to all. I have written about it, Binder has written about it, Szamuely has written about it, many Germans have written about it. The Russians, the Greeks, the Rumanians, the Slovaks and many others know about it. But in the Brave New World Order, it does not exist. People don’t know.

I leave the last word to Aldous Huxley:

“Most ignorance is vincible ignorance. We don't know because we don't want to know.”